

AVS et BNS : qu'une passerelle soit jetée

Autor(en): **Gavillet, André**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **38 (2001)**

Heft 1485

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1010668>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Qu'une passerelle soit jetée

L'initiative populaire qui propose d'affecter à l'AVS le bénéfice de la Banque nationale (sous réserve d'un milliard, réservé aux cantons) est lancée, les signatures sont récoltées.

Personne ne conteste que la fortune de la BNS pourrait être plus activement gérée, mais personne ne peut ignorer non plus que les coups de tabac, entraînant des pertes de plusieurs milliards de dollars, ont déjà été vécus. La BNS doit, par conséquent, disposer en permanence de fortes disponibilités. D'où peut-elle tirer des revenus accrus? Probablement en plaçant sur le marché financier mondial, à court terme, ses liquidités.

Pendant ce temps, le marché financier, ses incontestables abus, ses transactions sans justification commerciale, font l'objet de critiques vives. Est-il possible à la fois de souhaiter financer une (bonne) œuvre sociale par des opérations sur le marché mondial des capitaux et, en même temps de dénoncer ce marché mondial? Intellectuellement le double front est défendable pour autant qu'on admette que ce marché mondial n'est pas à condamner, mais à réguler. Mais celui qui entend successivement les deux discours souhaite qu'une passerelle soit jetée, conduisant de l'un à l'autre. *ag*

construisent progressivement leurs propres bâtiments afin d'y loger leur administration.

Aujourd'hui, rares sont les maisons du peuple qui ont gardé leur fonction originelle. Celle de la Chaux-de-Fonds appartient à la commune qui l'a rachetée au début des années quatre-vingt, à la suite de ses problèmes financiers, tout comme le majestueux gratte-ciel de Bienne, construit en 1932, longtemps le plus haut immeuble de la ville.

La Maison du peuple bernoise, créée en 1910 est devenu l'Hôtel Bern. Les chambres y sont chères, mais il accueille les parlementaires socialistes et les radicaux éclairés. A Lausanne, la Maison du peuple, bâtiment terne et sans charme, est sorti des chiffres rouges. Le revenu de l'immeuble atteint 688 000 fr., grâce aux loyers des appartements et surtout du restaurant et du cinéma. Si la Maison du peuple lausannoise parvient à se tirer d'affaire, elle souffre néanmoins de la désaffection des associations syndicales qui boudent des salles vétustes. Mais les travaux de rénovation permettront de rendre ces salles plus attractives et d'en augmenter la fréquentation.

A quelques exceptions près, donc, ces lieux de rencontre et de sociabilité du mou-

vement ouvrier disparaissent peu à peu. La faute aux partis politiques et aux syndicats qui les ont désertés ou qui ont négligé d'en assurer la bonne gestion.

Mais c'est aussi que les structures sociales ont changé. Les mouvements ouvriers ont contribué – et les maisons du peuple y ont joué un rôle moteur – à l'amélioration des conditions sociales des travailleurs, qui du coup, ne se retrouvent plus dans des lieux qui leur étaient uniquement destinés.

De plus, d'autres espaces de rencontres sont nés, dans lesquels se construisent les identités communautaires: les mouvements alternatifs revendiquent des lieux propres, les squats dressent des refuges clos, et les organisations anti-mondialisation se retrouvent plus souvent sur des forums internet que dans des salles enfumées. *gs*

Sources: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier, n° 10, Editions d'en bas, Lausanne, 1994.

Mario Scascighini, *La Maison du peuple. Le temps d'un édifice de classe*, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, 1991.

Consulter le site du dictionnaire historique suisse, www.dhs.ch

Politique agricole

Les paysans ne sont pas autistes

Plus de 3000 francs! Ce slogan syndical simple fait mouche dans le secteur agricole. La Chambre genevoise d'agriculture a accepté la revendication. Ce fait accompli met les autres cantons au pied du mur. La pression est renforcée par la controverse sur le travail au noir et les naïves confessions, décidément fortes de tabac, du conseiller national Fattebert. Pour *AgriHebdo*, il faut regagner la sym-

pathie du public en adoptant un contrat-type pour les salariés agricoles applicable à l'ensemble de la Suisse.

Le contrat-type national redorerait le blason du monde agricole. Il lui donnerait aussi des arguments pour convaincre Berne d'assouplir sa politique d'octroi de permis pour les travailleurs des pays d'Europe centrale.

La belle unanimité qui règne au sujet du contrat-type se dis-

sert lorsqu'il s'agit d'y faire figurer le salaire minimal adopté par les Genevois. Et pourtant, relève *AgriHebdo*, le minimum de 3000 francs permettrait le ralliement des socialistes à l'enveloppe budgétaire agricole pour la période 2004-2007. Sans trancher sur une question qui divise les Chambres d'agriculture, l'hebdomadaire relève avec insistance « ces signes politiques évidents », à ne pas perdre de vue.

Le ton des organisations agricoles a changé. Au temps béni du protectionnisme agricole sans faille de la Confédération, les agriculteurs pouvaient gérer sans soucis leur domaine et ignorer souverainement les pré-occupations et les états d'âme de la gauche. Aujourd'hui, les paysans sont contraints de révolutionner leur mode de travail et d'écouter d'autres opinions politiques. Et si chacun faisait comme eux? *at*